International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

La gouvernance au service du développement durable: cartographie bibliométrique et tendances de recherche

Governance for sustainable development: bibliometric mapping and research trends

EL MOUCHTARAY Hind

Laboratoire Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance Politiques et Economiques (BIGOFE), Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Université Hassan II

Professeur AMEDJAR Mohamed

Laboratoire Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance Politiques et Economiques (BIGOFE), Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Université Hassan II

Correspondance address *Université Hassan Morocco*

Cite this article EL MOUCHTARAY, H. al (2026). La gouvernance au service du développement durable. International Journal of Economics and Management Sciences, Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193

Submitted: 06/04/2026
Accepted : 27/04/2026

Copyright © IJEMS

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

Résumé

Cette étude examine l'évolution et l'organisation de la recherche internationale axée sur le lien entre gouvernance et développement durable pour la période 2015-2025. Grâce à une méthodologie bibliométrique scrupuleuse, l'analyse met en lumière une expansion extraordinaire de la production scientifique, évoluant de 292 publications en 2015 à un sommet historique de 3 295 en 2025. Cette accélération, particulièrement visible à partir de 2024, illustre la transition d'une pensée théorique vers une nécessité opérationnelle dictée par les calendriers climatiques globaux.

L'examen géographique met en évidence la domination de la Chine, suivie du Royaume-Uni et des États-Unis, tout en soulignant l'internationalisation accrue du sujet avec l'apparition de centres vigoureux en Afrique et en Asie du Sud-Est. L'analyse des co-occurrences de mots-clés, effectuée grâce à VOSviewer, met en évidence la complexité multidimensionnelle du domaine : la gouvernance se révèle être le point central qui lie quatre éléments essentiels : la gestion des ressources naturelles, l'efficacité ESG des entreprises, l'économie décarbonisée et les structures institutionnelles liées aux ODD. Pour conclure, cette recherche montre que la gouvernance durable n'est plus une notion secondaire, mais l'élément clé de la résilience systémique en réponse aux défis actuels de l'anthropocène.

Mots-clés : Gouvernance, Développement durable, Ecosystème, Environnement, Gouvernement

Abstract

This study examines the evolution and organization of international research focusing on the link between governance and sustainable development for the period 2015-2025. Thanks to a scrupulous bibliometric methodology, the analysis highlights an extraordinary expansion of scientific production, evolving from 292 publications in 2015 to a historic peak of 3,295 in 2025. This acceleration, particularly visible from 2024, illustrates the transition from theoretical thinking to an operational necessity dictated by global climate calendars.

The geographical examination highlights the dominance of China, followed by the United Kingdom and the United States, while highlighting the increased internationalization of the subject with the emergence of vigorous centers in Africa and Southeast Asia. The analysis of co-occurrences of keywords, carried out thanks to VOSviewer, highlights the multidimensional complexity of the field: governance proves to be the central point that links four essential elements: natural resource management, ESG efficiency of companies, the decarbonized economy and the institutional structures related to the SDGs. To conclude, this research shows that sustainable governance is no longer a secondary concept, but the key element of systemic resilience in response to the current challenges of the Anthropocene.

Keywords: Governance, Sustainable development, Ecosystem, Environment, Government

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

Introduction

Les besoins de production et de consommation sont devenus plus importants à mesure que les ressources de développement en raison de la montée de l'industrialisation, de l'utilisation excessive des ressources et de la dégradation de l'environnement ont été critiquées comme étant les principaux coupables (Caradonna, 2014). Le développement des initiatives de durabilité et de gouvernance a été accéléré par des facteurs tels que l'augmentation de la compétitivité et du développement à l'échelle mondiale, régionale et locale, la diversification de la fourniture de services commerciaux et publics, et l'évitement du changement climatique et de la pollution. Le développement durable est devenu une idée clé pour aborder les problèmes dans différents domaines, et des indicateurs de gouvernance ont été utilisés comme outils de solution (Meadowcroft, 2007).

L'écosystème mondial, d'autre part, est négativement impacté par la croissance de la population mondiale et l'augmentation des besoins de production et de consommation qui en résulte. Par exemple, la population mondiale, qui était d'environ quatre milliards en 1975, a presque doublé pour atteindre 8 milliards en 2021 (Worldometer, 2021). Cette augmentation massive a plusieurs conséquences négatives pour l'environnement, y compris le réchauffement climatique et le changement climatique. Par conséquent, l'importance du contrôle futur de la population, de la production et de la consommation et de leur transformation en un développement durable planifié a refait surface. Pour atteindre les Objectifs de développement durable (DD), il est essentiel de résoudre ces problèmes et d'utiliser les ressources judicieusement. De plus, il est à nouveau devenu évident que les pays doivent collaborer et coordonner leurs efforts pour atteindre ces objectifs (Barbier & Burgess, 2020).

Bien que de nombreux facteurs jouent un rôle important dans le développement, la bonne gouvernance a toujours été reconnue comme un outil essentiel pour faire progresser le développement durable et elle est également considérée comme un élément crucial à intégrer dans les stratégies de développement. La bonne gouvernance promeut la responsabilité, la transparence, l'efficacité et l'état de droit à tous les niveaux et permet une gestion efficace des ressources humaines, naturelles, économiques et financières pour un développement équitable et durable, garantissant la participation de la société civile dans les processus décisionnels. La gouvernance et le développement durable sont deux concepts intimement liés. La bonne gouvernance ne garantit pas le développement durable ; cependant, son absence le limite gravement et peut, au pire, l'entraver. Dans ce contexte d'analyse généreux, nous mettons en discussion comment et dans quelle mesure la gouvernance peut soutenir le développement durable et se reflète dans les stratégies de développement durable.

Ce sujet, d'un grand intérêt pour la communauté scientifique et les décideurs politiques, est évidemment vaste et complexe et doit être abordé sous différents angles.

Les objectifs spécifiques de cette recherche consistent à identifier les principales tendances scientifiques liées à la gouvernance et au développement durable à travers une analyse bibliométrique, à cartographier les réseaux de cooccurrence des mots-clés et des collaborations entre auteurs, institutions et pays, ainsi qu'à repérer les thématiques émergentes et les axes de recherche dominants. Le document ne peut pas et ne tente pas d'offrir des réponses à toutes les questions, mais il établit plutôt un cadre de discussion, explorant certaines des nombreuses

façons dont la gouvernance est utilisée en relation avec les stratégies de développement durable. L'étude se concentre sur l'impact de la gouvernance sur la durabilité du développement, qui est liée au développement systématique et planifié (développement durable).

1. De la croissance économique au développement durable

Dans la période des années cinquante aux années quatre-vingt, l'approche dominante du développement était basée sur une orientation visant à augmenter la croissance économique (Khan, 2007). Après la Seconde Guerre mondiale, le principal problème pour les pays développés a été de maintenir la croissance économique tandis que les pays en développement ont concentré leur attention sur la réalisation de l'objectif de croissance du PIB qui, comme on le supposait, conduit automatiquement à un niveau plus élevé de qualité de vie (Wang et al., 2008). Certains chercheurs soulignent la différence entre croissance et développement et les chercheurs commencent lentement à embrasser ces différences. Selon Banik et Yoonus (2012), la croissance économique est un concept univarié mesuré uniquement sur la base de l'augmentation du PIB par habitant et un concept beaucoup plus étroit par rapport au développement qui est considéré comme un concept multivarié visant à atteindre la qualité de vie. Stiglitz (1998) perçoit également l'importance de la croissance du PIB mais exprime la nécessité d'adopter une approche plus large du développement. Selon lui, le PIB par habitant est un moyen mais pas une fin de l'amélioration du niveau de vie, des conditions de santé et d'éducation et de la réduction de la pauvreté. Soubbotina (2004) estime que la croissance économique durable dans les pays en développement est cruciale pour réduire la pauvreté et augmenter le niveau de vie, mais soutient également que la croissance économique ne suffit pas. Nayyar (2006) indique que la dernière moitié du vingtième siècle a été caractérisée par d'énormes progrès économiques dans le monde basés sur un niveau significatif de croissance du PIB mondial.

Certains chercheurs avertissent que malgré la croissance économique et l'industrialisation substantielles de nombreux pays, le niveau de pauvreté continue d'augmenter (Minujin et al., 2002 ; Plewes et al., 1996). Ayub (2013) prévient qu'un trop grand nombre d'inégalités est destructeur pour la croissance économique, notant que l'égalité des revenus est une condition préalable importante au développement durable. L'institutionnalisation de l'approche du développement durable apparaît après l'adoption du rapport Notre avenir commun en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies, connu sous le nom de Rapport Brundtland.

Ce rapport a fourni la définition la plus célèbre du développement durable - « un développement qui répond aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (CNUED, 1987). Selon Yamaguchi (2003), le développement durable représente l'idéologie des stratégies de développement qui doivent résoudre les effets destructeurs précédents sur le développement. Rees (2002) souligne la critique croissante de la théorie expansionniste qui est étroitement liée au paradigme néolibéral où l'économie est considérée comme un système indépendant, autorégulé et autosuffisant. Gardant à l'esprit que le modèle de bonne gouvernance est un enfant de l'idéologie néolibérale, il y a une préoccupation croissante quant à la possibilité que cela garantisse une approche équilibrée des valeurs différentes et très hétérogènes du développement durable. À cet égard, Mitlin (1992) prévient qu'il y a peu d'accord sur la façon d'atteindre les objectifs de développement durable.

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

2. Revue de littérature

2.1. Concept « le développement durable »

Le rapport Brundtland (WCED, 1987) a popularisé le terme « développement durable », mais ne l'a pas inventé. Ce qu'il a fait, cependant, c'est le relancer d'une manière qui a considérablement élargi son attrait (Lafferty et Meadowcroft, 2000). Cela a nécessité de la commission d'unir deux visions du monde différentes et leurs groupements politiques associés, notamment ceux représentant les pays du Nord industrialisé et du Sud industriel. Brundtland afait cela en soulignant la nécessité d'un changement commun mais différencié, c'est-à-dire une nouvelle ère de croissance économique dans le Sud pour atténuer la pauvreté chronique, et une croissance beaucoup plus efficace en ressources dans le Nord pour répondre aux préoccupations sociales croissantes.

En 1987, Brundtland a fameusement défini le développement durable comme un « développement qui répond aux besoins du présent sans comprendre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (WCED, 1987). Il peut surprendre certains lecteurs de découvrir que la Commission Brundtland n'a pas réellement défini le développement durable plus précisément que cela.

La notion de développement durable a été utilisée notamment en termes de capacité des pays industrialisés à atteindre une croissance équilibrée et une gestion efficace des ressources dans tous les secteurs, y compris l'environnement, l'économie et la sécurité (McKenzie, 2004). Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations unies, « Notre avenir commun2 », en 1987, a fourni l'explication la plus complète et largement reconnue de l'idée du développement durable (Basiago, 1999). La notion de développement durable est définie dans le rapport comme « un développement qui cherche à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins » (WCED, 1987). En outre, après la publication de ce rapport, l'idée du « développement durable » est devenue un sujet controversé et vital dans le débat public (Mitcham, 1995). Une autre caractéristique clé du rapport susmentionné est qu'il met l'accent sur l'importance d'établir la justice (égalité entre les générations) entre les générations présentes et futures, et pas seulement sur la base de l'efficacité économique de la croissance ou du développement dans le pays (Garrod & Fyall, 1998). En conséquence, plutôt que de se concentrer sur une vision unidimensionnelle et limitée de la croissance, un modèle de développement multidimensionnel et inclusif a été mis en évidence. En ce qui concerne les questions d'environnement et de développement, la « Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement », également connue sous le nom de « Conférence de Rio », s'est tenue en 1992. En 1993, la Commission du développement durable des Nations Unies a été fondée. Diverses conférences, sommets et forums ont été organisés les années suivantes pour discuter des décisions sur le développement durable et la protection de l'environnement.

2.2. Terminologie de la gouvernance

La gouvernance est sans aucun doute un terme couramment utilisé, mais il est souvent utilisé très vaguement pour désigner une foule de choses qui peuvent en pratique être plutôt différentes. La combinaison de l'imprécision conceptuelle et de l'application lâche a renforcé

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

la popularité du terme, car il a soulevé des questions sur son utilité (Kohler-Koch et Rittberger, 2006). Cependant, il serait tout à fait erroné de conclure qu'elle a ```trop de significations pour être utile' (Rhodes, 1997). La première et la plus importante chose à dire est que la gouvernance n'est pas la même chose que gouverner. `Gouverner' désigne les activités sociales qui font un effort intentionnel pour guider, diriger, contrôler ou gérer (secteurs ou facettes) les sociétés " (Kooiman, 1993). `La gouvernance, d'autre part, décrit les modèles qui émergent des activités gouvernantes des acteurs sociaux, politiques et administratifs. La deuxième est que la gouvernance n'est pas la même chose que le gouvernement : alors que le gouvernement se concentre sur les institutions et les actions de l'État, le terme « gouvernance » permet aux acteurs non étatiques tels que les entreprises et les organisations non gouvernementales d'être intégrés dans toute analyse du pilotage sociétal. (Lemos et Agrawal, 2006). Cette différence importante dans la portée et la perspective a été très bien résumée dans l'une des premières publications les plus séminales sur la gouvernance contemporaine : ``Les deux termes se réfèrent à un comportement intentionnel, à des activités orientées vers des objectifs; mais le gouvernement suggère des activités qui sont soutenues par une autorité formelle ...alors que la gouvernance se réfère à des activités soutenues par des objectifs communs qui peuvent ou non découler de responsabilités légales ou formellement prescrites. La gouvernance, en d'autres termes, est un phénomène plus englobant que le gouvernement. Il englobe les institutions gouvernementales, mais il englobe aussi des mécanismes informels et non gouvernementaux par lesquels les personnes et organisations relevant de son champ de compétence progressent, satisfont leurs besoins et accomplissent leurs désirs (Rosenau, 1992). Ce qui encourage tant de chercheurs en sciences sociales à utiliser le terme gouvernance au lieu du gouvernement, c'est sa capacité à couvrir toute la gamme des institutions et des relations impliquées dans le processus de gouverner'' (Pierre et Peters, 2000). La troisième chose que l'on peut dire, c'est que la gouvernance n'est normalement pas liée à une période de temps ou à un lieu géographique particulier ; il s'agit d'un concept qui traverse facilement ces catégories. Cette capacité à rapprocher les disciplines et les domaines d'étude distincts a sans aucun doute renforcé la popularité de la gouvernance (van Kersbergen et van Waarden, 2004), mais a également contribué à la précision mentionnée ci-dessus. Il est juste de dire que, au début, la littérature sur la gouvernance était « éclectique et relativement décousue » (Stoker, 1998). Mais dans les années 2000, il avait consolidé autour de deux significations fondamentales (Pierre et Peters, 2000) la première théorique/analytique et l'autre plus empirique (Bache et Flinders, 2004).

3. Gouvernance et développement durable : Faire le point

À un certain niveau, les termes « développement durable » et « gouvernance » sont des concepts potentiellement puissants de rapprochement autour desquels les débats interdisciplinaires peuvent s'articuler. Cependant, ils n'ont pas toujours été utilisés de manière cohérente et ce qui a limité la possibilité de développer un ensemble cumulatif de connaissances. La même chose pourrait, bien sûr, être dite à propos de la recherche sur la gouvernance plus largement, mais au niveau approprié, il y a sans aucun doute quelque chose à propos de la durabilité qui complique la recherche de cohérence.

Le concept de gouvernance durable est défini comme des « processus de gouvernance socio-politique qui contribuent à la réalisation du développement durable » (Meadowcroft, 2007).

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

En conséquence, la gouvernance durable joue un rôle important dans la gestion durable de divers acteurs (Awuzie & Monyane, 2020) ainsi que dans la réalisation des objectifs à long terme des pays (Aytekin & Gündodu, 2021). La gouvernance, en particulier, est essentielle pour atteindre les DD et surmonter les problèmes mondiaux (ONU, 2012). L'indice de gouvernance durable est un outil crucial pour mesurer le niveau de gouvernance durable d'un pays. L'indice de gouvernance durable et les DD sont complémentaires dans ce contexte. Par exemple, pour parvenir à une gouvernance forte et durable, les pays doivent surmonter des problèmes tels que la mondialisation économique, l'inégalité sociale, le changement climatique, la rareté des ressources et la transition démographique (Brusis & Siegmund, 2011). Pour les DD, une explication similaire s'applique. Dans ce contexte, une réponse est recherchée dans la mesure où les pays réussissent dans les politiques économiques, sociales et environnementales, à la fois dans les indicateurs de gouvernance durable et dans les DD. Des études ont montré qu'il existe un lien théorique entre le développement durable et la gouvernance (Kemp, Parto & Gibson, 2005 ; Sachs, 2012). Plusieurs études ont conclu que l'utilisation d'une approche de gouvernance durable face aux catastrophes naturelles et à la gestion des crises est essentielle dans ce contexte (Ahrens & Rudolph, 2006 ; Tierney, 2012). De même, dans des recherches antérieures sur les liens entre le développement durable et la gouvernance durable, des facteurs économiques, sociaux et écologiques ainsi que les relations entre organismes officiels et non officiels ont été mentionnés (Spangenberg, 2002; Meadowcroft et al., 2005). Diverses études ont été menées pour examiner l'impact de la gouvernance sur les résultats du développement.
Dans ce contexte, il a été découvert que dans les pays ayant un niveau élevé de gouvernance, cela a un effet réglementaire et considérable sur les dépenses de santé publique et d'éducation primaire (Rajkumar & Swaroop, 2008 ; Farag et al., 2013). Selon certaines études, il existe un lien fort entre le revenu par habitant d'un pays et son degré de qualité de gouvernance (Kaufmann et al., 2010 ; Fayissa & Nsiah, 2013). En conséquence, il a été souligné que la gouvernance est essentielle au développement d'un pays et à l'atteinte de niveaux de richesse plus élevés (Oster, 2009). Une autre étude a conclu qu'au cours des prochaines années, la durabilité favorisera un développement plus positif si la gouvernance mondiale s'améliore (Joshi et al., 2015). Dans d'autres études, la relation entre la prévention de la corruption, qui est une composante de la gouvernance, et le développement durable a été étudiée, et il a été découvert qu'il existe une relation négative entre l'augmentation de la corruption et le développement durable. (Bentzen, 2012). En outre, Lennan et Ngoma (2004) ont souligné l'importance du renforcement des capacités institutionnelles pour soutenir la bonne gouvernance et le développement durable. La littérature basée sur l'analyse quantitative (Rajkumar & Swaroop, 2008) souligne qu'il existe une relation multidimensionnelle entre le développement durable et la gouvernance. Dans ce contexte, Stojanović et al. (2016) ont utilisé l'ensemble de données des indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale pour établir la relation entre le développement durable et la gouvernance. Davis (2017) a examiné les associations entre la bonne gouvernance et les indicateurs de développement humain en Afrique subsaharienne.
Bien que la gouvernance soit largement reconnue comme un levier essentiel du développement durable, les travaux existants restent fragmentés et parfois incohérents dans leurs approches théoriques et méthodologiques. Plusieurs études privilégient des analyses quantitatives au

détriment d'une compréhension approfondie des mécanismes institutionnels et contextuels, ce qui limite la portée explicative des résultats. Par ailleurs, un biais géographique est observé, avec une concentration des recherches dans les pays développés, au détriment des contextes émergents. Enfin, le manque d'intégration entre les dimensions économique, sociale et environnementale dans certains travaux souligne la nécessité d'approches plus holistiques et interdisciplinaires pour mieux appréhender la complexité du lien entre gouvernance et développement durable.

De tout ce qui précède, on peut conclure à travers de toutes ces études, il est souhaitable d'analyser et de quantifier le développement institutionnel et la qualité de gouvernance des pays en fonction de certaines variables dans les études où les indicateurs de développement durable et de gouvernance sont acceptés comme données. Enfin, il a été souligné que la relation entre le développement durable et la gouvernance est multidimensionnelle et interdépendante.

4. Méthode et Matériel

L'analyse bibliométrique a gagné une immense popularité dans la recherche commerciale ces dernières années (Donthu et al., 2020), et sa popularité peut être attribuée à (1) l'avancement, la disponibilité, et l'accessibilité des logiciels bibliométriques tels que VOSviewer, et des bases de données scientifiques telles que Scopus, et (2) la pollinisation interdisciplinaire de la méthodologie bibliométrique depuis les sciences de l'information jusqu'à la recherche commerciale. Plus important encore, la popularité de l'analyse bibliométrique dans la recherche commerciale n'est pas un effet de mode mais plutôt le reflet de son utilité pour (1) gérer de grands volumes de données scientifiques et (2) produire un impact élevé sur la recherche.

Les chercheurs utilisent l'analyse bibliométrique pour diverses raisons, telles que découvrir des tendances émergentes dans la performance des articles et des revues, les modèles de collaboration et les constituants de recherche, et explorer la structure intellectuelle d'un domaine spécifique dans la littérature existante la raison pour laquelle nous abons choisi cette analyse pour le sujet de Gouvernance et développement durable. (Verma et Gustafsson, 2020).

Dans l'analyse bibliométrique, les données mises en avant sont généralement volumineuses (par exemple, des centaines, voire des milliers) et de nature objective (par exemple, le nombre de citations et de publications, la fréquence des mots-clés et des sujets). Toutefois, leur interprétation nécessite souvent une combinaison d'objectifs (comme l'évaluation du rendement) et d'appréciations subjectives (telles que l'analyse thématique), réalisées à travers des méthodes et processus éclairés.

Autrement dit, l'analyse bibliométrique permet de déchiffrer et de cartographier les connaissances scientifiques accumulées ainsi que les subtilités changeantes de disciplines bien ancrées, en apportant une structure à d'importants ensembles de données non organisées.

Dans cette optique, nous avons commencé par privilégier la collection de base du Scopus en tant que notre référence pour consulter des mots-clés, en mettant particulièrement l'accent sur deux catégories de recherche spécifiques du Scopus : Gouvernance et développement durable. Les mots clés de recherche pour repérer précisément les documents pertinents suivants « GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ».

Le travail de recherche documentaire, achevé en février 2026, a abouti à un total de 11,232 documents. Afin de restreindre l'étendue, nous avons poursuivi le filtrage du groupe initial pour définir l'échantillon final de la littérature. Afin de garantir la qualité des articles, nous avons

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

pris en compte les revues de premier plan sur la Gouvernance et le développement durable. L'importation des données bibliographiques de ces articles, extraites de Scopus, a été réalisée dans VOSviewer (Visualization of Similarities Viewer), un programme informatique destiné à élaborer et à visualiser des cartes bibliométriques (van Eck & Waltman, 2014) en vue d'analyses bibliométriques. La cartographie scientifique, qui utilise des données bibliométriques, est un processus d'analyse et de représentation graphique d'un champ de recherche particulier (Chen, 2017).

5. Résultats d'analyse bibliométrique

5.1. Analyse de l'évolution de la publication

L'étude de la production scientifique entre 2015 et 2025 démontre une poussée académique significative en ce qui concerne le sujet de la gouvernance et du développement durable. Tandis que le champ comptait approximativement 292 publications en 2015, il a connu une augmentation régulière jusqu'en 2023, dépassant la barre symbolique des 1 000 documents par an en 2022. Cette expansion reflète l'intégration graduelle des problématiques de durabilité dans les instances décisionnelles mondiales.

Cependant, une cassure significative se dessine à partir de 2024, caractérisée par une croissance exponentielle : le volume de documents grimpe de 1 765 en 2024 à 3 295 en 2025, ce qui représente une hausse d'environ 87 % sur une seule année. Cette trajectoire parabolique indique que l'étude ne se limite plus à l'observation des principes du développement durable, mais met désormais l'accent sur la nécessité opérationnelle de la gouvernance. Cela est probablement alimenté par les délais imminents des Agendas mondiaux (tels que l'Horizon 2030) et le renforcement des cadres réglementaires concernant les rapports ESG. Pour conclure, cette dynamique bibliométrique illustre que la gouvernance est désormais le facteur clé et le domaine de recherche prédominant pour assurer la pérennité des politiques de développement à l'échelle mondiale.

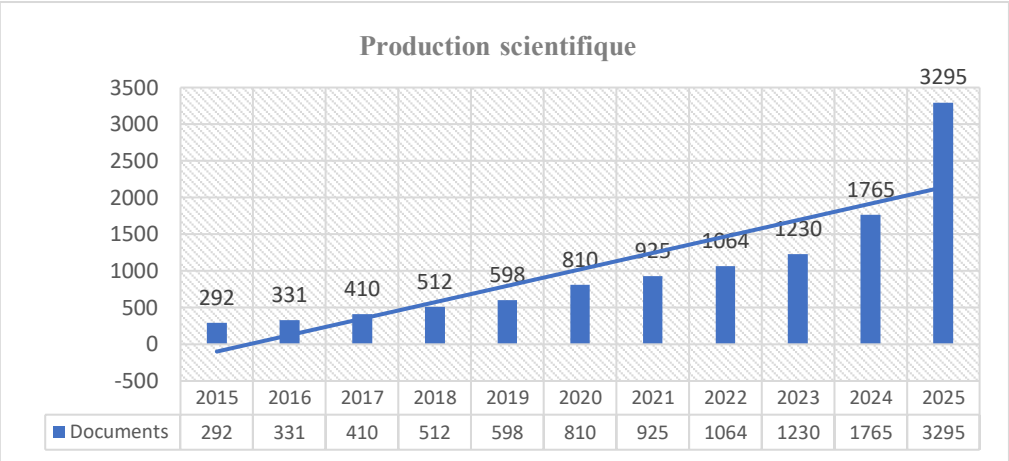


Figure 1: Production scientifique dans le Temps

Source : Scopus.

5.2. Productions scientifiques par pays

L'étude de la distribution géographique révèle une hiérarchie globale où la Chine se positionne en tête, avec un volume de production (3 376 documents) qui dépasse celui réuni du Royaume-Uni et des États-Unis. Cette position dominante de la Chine est le reflet d'une stratégie nationale

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 2 (2026), pp. 180-193
ISSN 2823-9350

fortement axée sur la transition écologique et l'actualisation de ses systèmes de gouvernance. Au-delà de ce leadership, on note la présence d'un bloc occidental robuste (Australie, Allemagne, Italie) qui persiste à définir les normes standards du secteur, suivi de près par des forces montantes telles que l'Inde et l'Indonésie qui incorporent progressivement ces problématiques dans leurs plans de croissance.

La recherche dévoile aussi une tendance à la mondialisation : le sujet ne se limite plus aux pays du Nord. L'engagement actif de pays africains (Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Maroc, Tunisie) et sud-américains (Brésil, Chili) illustre que les enjeux de gouvernance durable sont désormais globaux. Cependant, un écart considérable persiste : pendant que les pays leaders comptent plus de mille publications, une majorité reste en dessous de la centaine. Cette disparité numérique indique que, bien que la conscience scientifique soit globale, les ressources et les capacités de recherche ne sont pas uniformément distribuées, ce qui nécessite une intensification de la collaboration scientifique à l'échelle internationale.

Tableau 1: Production des pays dans le temps

Country	Doc	Country	Doc	Country	Doc
China	3376	Japan	188	Kenya	87
United Kingdom	1146	Taiwan	183	United Arab	81
United States	1043	Finland	179	Singapore	79
Australia	692	Norway	166	Chile	77
Germany	654	Belgium	160	Egypt	77
Italy	593	Turkey	157	Ireland	77
Netherlands	516	Thailand	153	Czech Republic	73
Spain	482	Romania	142	Ethiopia	59
Canada	462	Denmark	140	Philippines	56
India	455	Viet Nam	136	Lithuania	55
Indonesia	366	Austria	127	Tunisia	54
Sweden	356	Iran	121	Jordan	53
South Africa	338	Hong Kong	115	Kazakhstan	53
Malaysia	332	Ghana	114	Hungary	51
France	318	Greece	107	Morocco	51
Brazil	314	Russian	106	Ecuador	49
South Korea	254	New Zealand	104	Macao	47
Portugal	228	Nigeria	104	Undefined	47
Pakistan	201	Mexico	103	Peru	44
Saudi Arabia	198	Ukraine	102	Slovenia	40
Poland	196	Bangladesh	99	Uzbekistan	40
Switzerland	190	Colombia	91	Argentina	39

Source : Scopus.

5.3. Réseau bibliométrique des termes de cooccurrence

Cette carte de mots-clés, créée grâce à VOSviewer, reflète la structure cognitive et l'aspect multidimensionnel de l'étude sur le développement durable. Le réseau est centré sur un noyau solide, où les notions de « développement durable », « approche de gouvernance » et « changement climatique » dominent, agissant comme des liens entre les divers sujets. L'intensité des connexions et la dimension des nœuds suggèrent que ces notions sont les fondements conceptuels qui relient les problématiques environnementales aux procédures de gestion

institutionnelle.

La figure est organisée en quatre regroupements thématiques distincts, mais liés entre eux :

- Le secteur écologique (Gouvernance et Social) : En mettant l'accent sur les éléments institutionnels, il relie la gouvernance aux objectifs de développement durable (ODD), à la participation communautaire et à la biodiversité, mettant en exergue l'importance de l'implication des parties intéressées.
- Le secteur rouge (Gestion des ressources et Urbanisme) : Axé sur l'écologie pratique, il aborde des thèmes tels que l'usage des terres (land use), la gestion de l'eau et l'expansion urbaine, soulignant les enjeux physiques liés au développement.
- Le secteur bleu (Finance et Entreprise) : Focalisé sur l'industrie privée, il rassemble les sujets de la performance ESG, de la transition numérique et de l'innovation écologique, illustrant comment la durabilité est incorporée dans les modèles économiques contemporains.
- Le secteur jaune/violet (Économie et Émissions) : Centré sur l'économie écologique, il examine les liens entre le progrès économique, les émissions de CO2 et le recours aux énergies vertes.

En résumé, cette représentation illustre que la recherche contemporaine ne considère plus la durabilité de façon isolée, mais plutôt comme un système complexe où la gouvernance joue le rôle d'un moteur transversal facilitant l'harmonisation entre préservation de l'environnement, rendement économique et justice sociale.

6. Limites et perspectives futures

Cette étude présente certaines limites, notamment liées aux choix méthodologiques adoptés dans l'analyse bibliométrique, tels que la sélection des bases de données, des mots-clés et de la période d'étude, pouvant restreindre la couverture exhaustive des publications pertinentes. De plus, l'approche quantitative ne permet pas d'explorer en profondeur le contenu conceptuel des travaux ni les dynamiques contextuelles propres à certains pays ou secteurs. En perspective, les recherches futures pourraient combiner des approches qualitatives et quantitatives afin d'enrichir l'analyse, intégrer des bases de données complémentaires, et approfondir l'étude des mécanismes de gouvernance dans des contextes spécifiques, notamment dans les pays en développement, afin de mieux comprendre leur contribution effective au développement durable

Discussion et Conclusion

De nos jours, le développement durable est une préoccupation majeure à l'échelle mondiale. Afin d'atteindre ses objectifs, à tous les niveaux, du global au local, des stratégies de développement durable, avec des objectifs clairs, des principes, des plans d'action et des responsabilités précises ont été développées. Le rôle de la gouvernance par rapport aux stratégies de développement durable (comme nous l'avons poursuivi dans ce document) est de fournir le cadre stratégique nécessaire à un engagement commun à long terme concrétisé en objectifs stratégiques, mécanismes d'intégration des politiques en termes de coordination verticale et horizontale, processus transparents de consultation et de participation du public et engagement pour rendre la DD accessible aux communautés et aux populations locales.

Nous confirmons que la gouvernance a un impact positif et significatif sur les DD, indiquant que cette idée continuera à jouer un rôle unificateur et auxiliaire aujourd'hui et à l'avenir. En fait, les rapports des institutions internationales et les événements extraordinaires comme l'épidémie de COVID-19 démontrent que les systèmes basés sur la gouvernance, la coordination et la coopération entre les parties prenantes ont repris de l'importance. En mettant correctement en œuvre l'état de droit, un système judiciaire indépendant, la démocratie et les caractéristiques, règles et réglementations connexes en matière de gouvernance, les pays peuvent contribuer à garantir que l'utilisation actuelle des ressources est à un niveau qui soit le moins dommageable pour l'utilisation future des ressources.

Nous croyons qu'il est important d'explorer la relation de durabilité entre la gouvernance et le développement du point de vue de la science de gestion et de déterminer quelles variables diffèrent des pays développés et en développement.

Cet article a démontré que l'analyse bibliométrique est une méthode scientifique qui peut être utile à la fois pour les chercheurs établis et émergents qui souhaitent poursuivre une rétrospective de domaines larges et riches dans la recherche en affaires.

L'article a également établi que la méthodologie bibliométrique a gagné une immense popularité ces derniers temps en raison de l'omniprésence et de l'utilité des logiciels et bases de données bibliométriques qui facilitent l'acquisition et l'évaluation de grands volumes de données scientifiques dans la gouvernance et le développement durable la recherche aboutie à un total de 11,232 documents ce qui explique l'importance du recours à ce sujet.

En dépit de certaines limitations mentionnées précédemment, la recherche ouvre la voie à des études futures sur la réflexion de la gouvernance dans les stratégies de développement durable, basées sur différentes approches et méthodologies.

Références

Ahrens, J., & Rudolph, P. M. (2006). The importance of governance in risk reduction and disaster management. *Journal of contingencies and crisis management*, *14*(4), 207-220.

Awuzie, B., & Monyane, T. G. (2020). Conceptualizing sustainability governance implementation for infrastructure delivery systems in developing countries: Success factors. *Sustainability*, *12*(3), 961.

Bache, I., & Flinders, M. (2004). Multi-level governance and the study of the British state. *Public policy and administration*, *19*(1), 31-51.

Banik, N., & Yoonus, C. A. (2012). Trade as an answer to sustainable economic growth—The ECOWAS story. *Global Business Review*, *13*(2), 311-326.

Barbier, E. B., & Burgess, J. C. (2020). Sustainability and development after COVID-19. *World development*, *135*, 105082.

Basiago, A. D. (1998). Economic, social, and environmental sustainability in development theory and urban planning practice. *Environmentalist*, *19*(2), 145-161.

Brusis, M., & Siegmund, J. (2011). Designing sustainable governance indicators 2011: criteria and methodology. *Gütersloh: Bertelsmann Stiftung*.

Caradonna, J. L. (2017). Sustainability: A new historiography. In *Routledge handbook of the history of sustainability* (pp. 9-26). Routledge.

Donthu, N., Kumar, S., & Pattnaik, D. (2020). Forty-five years of Journal of Business Research: A bibliometric analysis. *Journal of business research*, *109*, 1-14.
Fayissa, B., & Nsiah, C. (2013). The impact of governance on economic growth in Africa. *The Journal of Developing Areas*, *47*(1), 91-108.
Garrod, B., & Fyall, A. (1998). Beyond the rhetoric of sustainable tourism?. *Tourism management*, *19*(3), 199-212.
Gündoğdu, H. A. K. A. N., & Aytekin, A. (2022). Effects of sustainable governance to sustainable development. *Operational Research in Engineering Sciences: Theory and Applications*, *5*(2).
Joshi, D. K., Hughes, B. B., & Sisk, T. D. (2015). Improving governance for the post-2015 sustainable development goals: scenario forecasting the next 50 years. *World Development*, *70*, 286-302.
Kauffmann, A. (2019). Les limites de la généralisation du modèle d'Ostrom de gouvernance des biens communs: le cas du transport fluvial. *Logistique & Management*, *27*(4), 229-242.
Kemp, R., Parto, S., & Gibson, R. B. (2005). Governance for sustainable development: moving from theory to practice. *International journal of sustainable development*, *8*(1-2), 12-30.
Kohler-Koch, B., & Rittberger, B. (2006). The governance turn in EU studies. *J. Common Mkt. Stud.*, *44*, 27.
Lafferty, W. M., & Meadowcroft, J. (2000). *Implementing sustainable development: Strategies and initiatives in high consumption societies*. OUP Oxford.
Lemos, M. C., & Agrawal, A. (2006). Environmental governance. *Annual review of environment and resources*, *31*(2006), 297-325.
Mc Lennan, A., & Ngoma, W. Y. (2004). Quality governance for sustainable development?. *Progress in Development Studies*, *4*(4), 279-293.
Meadowcroft, J. (2007). National sustainable development strategies: features, challenges and reflexivity. *European Environment*, *17*(3), 152-163.
Minujin, A., Vandemoortele, J., & Delamonica, E. (2002). Economic growth, poverty and children. *Environment and urbanization*, *14*(2), 23-43.
Mitcham, C. (1995). The concept of sustainable development: its origins and ambivalence. *Technology in society*, *17*(3), 311-326.
Mitlin, D. (1992). Sustainable development: A guide to the literature. *Environment and urbanization*, *4*(1), 111-124.
Nayyar, D. (2007). *Institutional change and economic development*. Anthem Press.
Peters, B. G., & Pierre, J. (2000). Citizens versus the new public manager: The problem of mutual empowerment. *Administration & Society*, *32*(1), 9-28.
Plewes, B., Sreenivasan, G., & Draimin, T. (1996). Sustainable human development as a global framework. *International Journal*, *51*(2), 211-234.
Rajkumar, A. S., & Swaroop, V. (2008). Public spending and outcomes: Does governance matter?. *Journal of development economics*, *86*(1), 96-111.
Sikdar, S. K. (2003). Sustainable development and sustainability metrics. *AIChE journal*, *49*(8), 1928-1932.
Soubbotina, T. P. (2004). *Beyond economic growth: An introduction to sustainable development*. World Bank Publications.

Spangenberg, J. H. (2002). Environmental space and the prism of sustainability: frameworks for indicators measuring sustainable development. *Ecological indicators*, *2*(3), 295-309.
Stiglitz, J. (1998). Towards a new paradigm of development. *Making globalization good*, 76-107.
Stojanović, I., Ateljević, J., & Stević, R. S. (2016). Good governance as a tool of sustainable development. *European Journal of Sustainable Development*, *5*(4), 558-558.
Tierney, K. (2012). Disaster governance: Social, political, and economic dimensions. *Annual review of Environment and Resources*, *37*, 341-363.
Torfing, J., Bentzen, T., Caponio, T., Coroado, S., Douglas, S., Nõmmik, S., ... & Verhoest, K. (2025). Advancing Robust Governance in Turbulent Times: The Role of Multi-Level Governance, Hybrid Governance, and Negotiated Societal Intelligence. *Public Administration*.
Van Eck, N. J., & Waltman, L. (2014). Visualizing bibliometric networks. In *Measuring scholarly impact: Methods and practice* (pp. 285-320).
Van Kersbergen, K., & Van Waarden, F. (2004). 'Governance'as a bridge between disciplines: Cross-disciplinary inspiration regarding shifts in governance and problems of governability, accountability and legitimacy. *European journal of political research*, *43*(2), 143-171.
Verma, S., & Gustafsson, A. (2020). Investigating the emerging COVID-19 research trends in the field of business and management: A bibliometric analysis approach. *Journal of business research*, *118*, 253-261.
Worldometer, C. C. (2021). Worldometer. 2020. *Update (Live)*.
Yamaguchi, H. (2003). Whose sustainable development? An analysis of Japanese foreign aid policy and funding for energy sector projects.